



Componenta 1, CP2/2017: Creșterea capacității ONG-urilor și a partenerilor sociali de a formula politici publice alternative

Axa Prioritară: Administrație publică și sistem judiciar

Operațiunea: Dezvoltarea și introducerea de sisteme și standarde comune în administrația publică ce optimizează procesele decizionale orientate către cetățeni și mediul de afaceri în concordanță cu SCAP

Titlu proiect: - EGAL - Dialog civic și advocacy pentru politici publice sensibile la egalitatea de gen

Contract de finanțare: 89/02.04.2018

Cod proiect 110795

BAROMÈTRE DU GENRE. ROUMANIE 2018

Étude introductive



Asociația Centrul de suport și formare pentru dezvoltarea unei societăți echitabile

Mot introductif

Le baromètre du Genre. Roumanie 2018 paraît à une distance de presque deux décennies par rapport à la dernière étude de ce type réalisée en Roumanie, dans un contexte social et politique dans lequel les études de genre et les théories féministes se heurtent à un fort courant rétrograde. L'étude dévoile les attitudes et les perceptions des gens concernant l'égalité de genre, les relations entre les femmes et les hommes, la participation des femmes et des hommes dans l'espace public, les rôles de genre, mais aussi concernant des thèmes d'actualité comme l'introduction de l'éducation sexuelle dans les écoles ou le harcèlement dans l'espace public. Les données recueillies dans le cadre de la recherche offrent une image plus claire sur les inégalités entre les femmes et les hommes et sur les différents problèmes auxquels se confrontent les femmes en fonction de leurs âge, ethnie, niveau de vie ou éducation et ont le rôle de mettre les bases pour des politiques publiques sensibles à la problématique de genre.

Des générations différentes de féministes ont contribué à modeler les directions de recherches et les questions qui ont été incluses dans l'instrument de recherche pour la réalisation du Baromètre du Genre. Des chercheuses qui ont commencé à développer la connaissance féministe déjà depuis la période de transition, des féministes formées suite aux études de genre développées après les années 2000, des activistes pour les droits des femmes impliquées dans la société civile ces dernières années ont travaillé ensemble pour le développement de cette étude. *Le Baromètre du Genre. Roumanie 2018* n'aurait pas été possible sans nos partenaires, l'Association Le Centre de support et formation pour le développement d'une société équitable, et sans la collaboration de IMAS – Marketing et Sondages pour la réalisation de la recherche, que nous remercions pour le professionnalisme et l'implication.

Nous remercions tous ceux qui choisissent à lutter au quotidien pour un monde dans lequel toutes les filles et les femmes vivent en sécurité et avec des chances égales à une vie telle qu'elles la désirent et en rêvant sans des limites patriarcales.

Andreea BRAGĂ
Directrice Exécutive
Centre FILIA

18 ans : progrès, stagnations, tendances

Étude introductive

Laura Grünberg, coordinatrice recherche

Introduction

Le Baromètre du genre. Roumanie 2018 est une étude réalisée par l'Institut de Sondages IMAS en collaboration avec le Centre de Développement Curriculaire et Etudes de Genre : FILIA et le Centre de Support et de Formation pour le Développement d'une Société Equitable. L'étude a été réalisée du 15 novembre au 23 décembre 2018 sur un échantillon représentatif de 1140 personnes. Ce sondage d'opinion, qui paraît 18 ans après la dernière recherche de ce type (*Le Baromètre du genre. Roumanie 2000*, La Fondation pour une Société Ouverte et Gallup Roumanie), se circonscrit dans un projet plus ample déroulé par l'organisation non-gouvernementale Centre FILIA. Le projet « EGAL – Dialogue civique et plaidoyer pour des politiques publiques sensibles à l'égalité de genre » vise à formuler des politiques publiques alternatives sensibles à la problématique de genre qui suivent prioritairement les aspects d'intérêt pour les femmes d'aujourd'hui en Roumanie, des femmes dans leur diversité d'âges, ethnies, niveau de vie et d'éducation, etc. La présente recherche a été introduite comme une composante de cette démarche plus longue, allant constituer la base empirique d'où commencera l'élaboration de ce document de politiques publiques genrées.

La recherche a suivi les pas spécifiques à une telle démarche méthodologique (des détails méthodologiques se trouvent dans le rapport IMAS). De plus, pour ancrer la recherche dans une démarche d'une organisation féministe, les 1140 personnes interviewées ont reçu à travers les opérateurs de terrain un document synthétique avec des données et des informations actuelles sur la violence faite aux femmes, les décalage de salaires, la représentation et la réputation et des contacts dans les institutions gouvernementales et non-gouvernementales responsables dans le domaine (voir l'annexe).

Pendant l'étape préparatoire de l'instrument de recherche, l'équipe du Centre FILIA (dont ont fait partie Laura Grünberg – coordonnatrice de la recherche, Andreea Bragă – directrice exécutive FILIA et Elena Samoilă et Andreea Rusu – assistantes de recherche) a identifié et consulté plus de 30 experts dans les études de genre, sociologues, activistes impliqués dans des projets de recherche. Une partie d'entre eux, que nous remercions, ont offert un retour, des informations et des sources bibliographiques utiles pour la finalisation de l'instrument de recherche : Ioana Borza, Sorana Constantinescu, Daniela Roventă-Frumușani, Valentina Marinescu, Dumitru Sandu, Alexandrina Satnoianu, Romina Surugiu, Sebastian Țoc, Lazăr Vlăsceanu, Mălina Voicu, Ovidiu Voicu.

La présente étude se propose (i) d'ancrer la recherche dans le contexte global, régional et local des réactions contradictoires, souvent violentes, contre les politiques de genre ; (ii) détailler une série d'options méthodologiques pour une étude de type généraliste et comparatif qui a eu comme fil rouge de surprendre quelques aspects d'intersectionnalité mais aussi certaines attitudes ambiguës, contradictoires, de la population à l'égard des thèmes genrés ; (iii) pointer quelques conclusions à caractère général de la recherche.

Des analyses ultérieures, à partir de cette étude, peuvent identifier avec une plus grande précision la dimension de genre des perceptions de la population de Roumanie sur des thématiques spécifiques et peuvent surprendre les tendances liées au rapport des gens à l'égalité de genre. De telles recherches sont importantes non seulement pour les spécialistes du domaine de l'égalité de genre, mais aussi pour tous ceux impliqués dans le design et la mise en place de politiques publiques façonnées selon les besoins réels des citoyens.

1. Contexte global : Recul, régression, résistance face aux politiques de l'égalité de genre

Le Baromètre du Genre. Roumanie 2018 est un sondage d'opinion réalisé 18 ans après le précédent, dans une période spéciale qu'on ressent non seulement en Roumanie, mais dans le monde entier. C'est une période où les accents nationalistes, fondamentalistes et conservateurs sont de plus en plus présents dans les discours publics. C'est une période où les politiques de l'égalité de genre en particulier sont caractérisées par le recul, la régression ou au moins la résistance. Aux Etats Unis, le phénomène #metoo ou les dernières élections présidentielles ont relevé l'ampleur des manifestations misogynes et sexistes, en Hongrie les études de genre sont interdites et l'Université Centrale Européenne (CEU) fermée, en Pologne les lois concernant les avortements ont été durcies, la Convention d'Istanbul est contestée par des pays de plus en plus nombreux explicitement pour l'utilisation du concept de violence de genre, celle-là étant déclarée non-constitutionnelle, comme dans le cas récent de la Bulgarie. D'autres pays, comme la Turquie ou le Venezuela, ne sont pas actuellement favorables par rapport aux politiques de l'égalité de genre.

Dans ce contexte général, a augmenté aussi l'intérêt scientifique pour l'étude de ce procès que certains l'encadrent dans une tendance plus générale de dé-démocratisation, d'affaiblissement graduel de la démocratie ("democratic backsliding", Bermeo, 2016; Greskovits, 2015). En faisant spécifiquement référence à la résistance et même à l'hostilité envers les politiques d'égalité de genre, les spécialistes opérationnalisent de différentes manières cette réalité. Par exemple, Kriszan et Rogebard détaillent le processus de régression concernant l'égalité de genre en se référant à quatre aspects complémentaires : la délégitimation de la discrimination de genre comme objet des politiques de genre ; la démolition et l'érosion des mécanismes d'évaluation et d'inclusion (Kriszan, Rogebard, 2018, p. 93).

Dans différents autres rapports et documents récents, on fait des analyses critiques liées à la compréhension des motivations et des conséquences concernant l'intensification des discours anti-égalité de genre parus dans des pays de plus en plus nombreux. On parle de l'idéologie de genre comme étant « le liant symbolique » des discours de ce type (Kovats, Poim, 2015). Autour de ce syntagme semblent se réunir des groupes très divers de « anti » : fondamentalistes religieux, personnes qui critiquent les politiques de l'identité et la tyrannie de la correction politique, ceux qui contestent les droits des minorités sexuelles ou sont contre les politiques affirmatives, l'éducation sexuelle dans les écoles, les droits reproductifs, etc. (FEMM, 2018, p. 8). Le problème du mariage entre les personnes du même sexe semble être le cheval de Troie des débats publics anti-égalité de chances, sa légalisation étant considérée comme un pas dangereux qui conduira à la destruction de la famille et à l'extinction de l'espèce humaine. Cette mobilisation contre « l'idéologie de genre » a quelques aspects transnationaux remarquables par les spécialistes. Il y a par exemple des déclencheurs omniprésents identifiés : la Convention d'Istanbul, le mariage entre les personnes du même sexe, l'éducation sexuelle dans les écoles.

Il y a aussi un certain langage commun hyperbolisé dans lequel la peur est exacerbée et l'égalité de genre équivalente de quelque chose de déviant et pathologique (Kovats, Poim, 2015). On considère aussi qu'il y a un décalage d'intérêt de recherche entre l'étude de ce phénomène de régression de la démocratie (Bermeo, 2016, Greskovits, 2015) et l'analyse concrète des aspects et des implications genrées de ce phénomène.

Le phénomène de stagnation et même de régression concernant l'égalité de genre a été documenté aussi par des données statistiques qui indiquent, non seulement au niveau européen, un progrès marginal dans le domaine de l'égalité de genre ce dernier temps¹. Malgré quelques progrès remarquables dans divers aspects de la vie sociale ces dernières décennies, continuent à exister des décalages, des ségrégations, des inégalités et des discriminations de genre importantes révélées par les statistiques. Cecilia Ridgeway développe le concept de décalage culturel afin d'analyser la persistance de ces inégalités de genre qui n'est pas nécessairement corrélée au progrès matériel (Ridgeway, 2011). Le rythme des changements est lent, le progrès se fait « à pas d'escargot », comme on l'affirme aussi dans le plus récent Index de l'Égalité de Genre dans l'UE (EIGE, 2015). Le rapport du Forum Economique global de 2016 (WEF, 2016) montrait aussi que le taux du progrès dans le domaine de l'égalité de genre est en décroissance, en soulignant particulièrement les dangers liés à la régression dans le domaine de la réduction des décalages dans le domaine économique, là où les domaines d'activité féminisés seront dans le futur proche les plus touchés par les conséquences de la quatrième révolution industrielle qui mettra en valeur les habilités dans les domaines des sciences et de la technologie (STEM).

Le rapport de 2018 du Comité des Droits des Femmes et l'Égalité de Genre du Parlement Européen (FEMM, 2018) a eu comme objectif l'identification des domaines, mesures et initiatives qui ont contribué à l'apparition et à l'ampleur de la réticence envers la continuation des efforts dans le domaine de l'égalité de genre dans six pays européens (la Roumanie, aux côtés de l'Autriche, la Hongrie, l'Italie, la Pologne et la Slovaquie). L'étude montre qu'il y a une série de domaines (comme l'éducation, la santé et les droits reproductifs, la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes) et un cadre institutionnel avec certaines caractéristiques communes qui peuvent en grande mesure expliquer la phénomène de recul envers l'égalité de genre dans ces pays. Mais, on montre dans l'étude, au-delà des ressemblances, il y a aussi des différences liées à l'intensité et aux effets de cette résistance. Parfois, on ressent seulement une rhétorique anti-égalité de genre au niveau des discours publics, mais dans d'autres situations, celle-ci se traduit dans des mesures et des initiatives concrètes qui, dans des cas extrêmes, deviennent des contre-mesures, des pas en arrière dans le domaine (FEMM, 2018, p. 8-9). L'étude a montré aussi que ce *backlash* est mieux maîtrisé dans les pays ayant une plus longue histoire de la démocratie et ayant un mouvement des femmes fort à la différence de ceux avec une mémoire encore vive du « féminisme d'état », un mouvement des femmes encore à ses débuts (comme les pays de l'Est et du Centre de l'Europe). Dans ce contexte régional hostile, la Roumanie se confronte surtout à une rhétorique anti-égalité de genre, la démonétisation de la thématique de genre, mais les pressions conservatrices n'ont pas la même ampleur que dans d'autres pays de la région, le mouvement des femmes réussissant à arrêter certains dérapages, à mettre la pression sur les autorités pour créer des institutions

¹ L'expression apparaît dans plusieurs documents officiels comme *L'Index de l'égalité de genre 2015*, EIGE ou *Challenges to women's rights in the EU – Gender discrimination, sexist hate speech and gender based violence against women and girls*, 2017. EU Agency for Fundamental Rights, p. 3, http://ec.europa.eu/newsroom/just/document.cfm?doc_id=48258).

habilités dans le domaine et des cadres normatifs actualisés sur divers aspects, particulièrement dans la zone des violences de genre.

La situation d'ensemble est paradoxale. D'une part, il y a des preuves empiriques de la persistance des inégalités et des discriminations de genre dans la famille, l'éducation, la santé, la politique, sur le marché du travail en général, mais d'autre part, la discrimination n'est plus perçue comme étant un problème prioritaire². Sur ce terrain contradictoire, ces discours contre les politiques d'égalité de genre se font plus facilement une place, le mouvement des femmes (et en général l'espace civique) se confronte à des difficultés de financement et d'« accrochage au public », ou certains thèmes importants (comme la violence à l'égard des femmes, les politiques affirmatives, les droits reproductifs, etc.) sont réinterprétés, minimalisés, dénaturés.

Il est possible que le domaine de l'égalité de genre soit, dans une certaine mesure, la victime des propres succès. Les progrès importants des dernières décennies (l'obtention de certains droits fondamentaux comme celui de vote, le droit à l'éducation, à la propriété ; la création d'organismes et de mécanismes internationaux de surveillance du progrès dans le domaine ; le développement de la connaissance scientifique dans la zone des Etudes de Genre, l'institutionnalisation des politiques de l'égalité de genre par la création d'organismes internationaux, nationaux, gouvernementaux et non-gouvernementaux, etc.) peuvent produire des effets pervers, l'opinion publique ayant l'impression que la « bataille » est finie et les investissements dans la promotion de l'égalité de genre ne sont plus justifiés aujourd'hui (Grünberg, 2013). Mais cela ne peut pas être la seule explication pour l'hostilité face à la continuation dans le domaine de l'égalité de genre. Il est nécessaire de comprendre en profondeur les ressorts de cet état de fait.

Dans ce sens, des efforts ont été entrepris ce dernier temps. Par exemple, il est visible récemment un effort de nuancer les discours sur les discriminations de genre, d'élargir la palette de « sexismes » identifiés et étudiés pour une compréhension plus profonde des réalités actuelles dans lesquelles les hommes et les femmes dans leur diversité cohabitent, négocient leurs rôles et l'accès au pouvoir aujourd'hui. Au-delà des analyses concernant les discriminations directes et indirectes, l'attention se concentre plus récemment sur d'autres types de discriminations de genre. D'une part, sur (i) les discriminations de genre multiples et, d'autre part sur (ii) les formes ambivalentes, ambiguës de sexisme comme le sexisme subtile ou caché (Benokraitis, 1986), le sexisme ambivalent (Glick & Fiske, 1999, 2001), le sexisme moderne (Swim et al., 1995) ou le néosexisme (Toujas et al., 1995). Une taxonomie plus riche des sexismes qui prenne en compte les attitudes ambivalentes des hommes à l'égard des femmes, du conflit existant entre les valeurs égalitaires, présentées au niveau du mental collectif dans les sociétés démocratiques et des sentiments résiduels négatifs envers les femmes est utile pour mieux comprendre les mécanismes de négation au niveau individuel ou collectif de l'existence de la discrimination fondée sur le sexe/genre qui contribue explicitement et implicitement à la diminution du soutien aux politiques sociales dirigées vers la réduction des inégalités de genre.

L'approche intersectionnelle des discriminations de genre, considérée comme un nouveau paradigme d'approche des inégalités sociales, y compris celles de genre, a aussi le potentiel de déchiffrer les limitations des discours monolithiques de l'égalité de genre et leur manque d'efficacité. L'approche intersectionnelle des inégalités de genre tient compte des différentes inégalités mais aussi de leurs interactions, du fait que différentes formes d'inégalité et de

² Voir par exemple *Discrimination in the European Union. Perceptions, Experiences, Attitudes*, 2008.

discrimination sont en interrelation et produisent des « matrices de la domination » spécifiques par l'intermédiaire des structures socio-politico-économiques (Collins, 1990). Il y a beaucoup d'auteurs qui ont théorisé et opéré avec ce concept (Crenshaw, 1991 ; Hancock 2007 ; Mc.Call, 2015 ; Verloo, 2018), y compris chez nous (Popa, 2008 ; Vincze, 2006 ; Grünberg, 2005). Au-delà des pièges et des dilemmes méthodologiques de cette nouvelle approche, le paradigme intersectionnel d'analyse des inégalités de genre offre un cadre actualisé pour la compréhension de l'opposition explicite et surtout implicite face aux efforts dans le domaine.

Cette très courte incursion théorique a eu seulement le but de pointer l'importance du problème de la résistance face aux discours de l'égalité de genre pour le futur des politiques publiques sensibles au genre, importance ressentie au niveau régional et global par les spécialistes du domaine.

2. Contexte national : la Roumanie et les réactions anti-égalité de genre

Actuellement, ceux qui travaillent vraiment dans le domaine de l'égalité de genre en Roumanie (pas ceux qui, de conjoncture, détiennent des positions dans des institutions de profil) se confrontent à un discours public anti-égalité de genre. La retenue, la résistance ou même l'opposition face à la continuation et au développement de politiques publiques dans le domaine de l'égalité de chances se ressent parfois directement (par exemple, on redirige l'argent de la mairie de la capitale du soutien des victimes de la violence en famille vers d'autres problématiques), mais il s'agit le plus souvent d'affecter la légitimité et l'efficacité des lois et des initiatives existantes (Roggeband, Krizstan, 2018). On ne considère plus comme étant une priorité une série de problèmes, on induit discrètement un discours neutre ou même offensif par rapport aux aspects de genre. L'intérêt public et les investissements dans les politiques d'égalité de genre deviennent plus réduits, les principes de ces politiques sont attaqués de différentes directions, les institutions créées pour les soutenir sont affaiblies (soit financièrement – surtout en ce qui concerne les ONG de profil –, soit par la mise dans des positions clés des personnes incompetentes), les lois ne sont pas respectées, on ne met pas en place des mécanismes de surveillance et d'évaluation des résultats de leur application.

On a des repères qui justifient l'affirmation que la Roumanie se confronte elle aussi à la vague de résistance face aux politiques de l'égalité de genre. Même si le référendum pour la famille traditionnelle a échoué, cette initiative a mis en évidence les réactions fortes face à « l'idéologie de genre » qui, comme l'affirmaient les défenseurs du référendum, fera des enfants de la Roumanie des transsexuels. Même si au niveau du féminisme académique « les Etudes de genre » sont bien représentées et intégrées sur le segment des disciplines socio-humaines, même si le cadre normatif concernant l'égalité de genre est le bon et que dans le domaine de la violence en famille ont été faits des progrès importants, même s'il y a des institutions spécialement créées pour s'occuper de ce domaine (ANES, CNCND, des ONG, des Commissions pour l'Egalité des Chances à la Chambre des Députés, etc.), le progrès en Roumanie dans le domaine de l'égalité de genre est plus modeste que dans beaucoup d'autres pays de l'Union européenne.

Les résultats du dernier Index de l'Egalité de genre réalisé par l'Institut Européen pour l'Egalité de Genre indique un progrès général à pas d'escargot au niveau européen et place la Roumanie à la queue du classement (Gender Equality Index, EIGE 2017). Le récent rapport de la Banque mondiale (Romania-Gender Assessment, 2018) pointe une série de progrès liés à la présence

des femmes dans les domaines scientifiques considérés comme masculins, la création d'un cadre légal et institutionnel d'approche des problèmes de genre, mais observe en même temps la partie vide du verre : le taux élevé de la mortalité infantile (surtout parmi la population rom), la présence en assez grand nombre des jeunes femmes dans le groupe dénommé NEET (des personnes qui ne sont plus dans le système d'éducation, ni employées, ni dans une quelconque forme de formation professionnelle) ; le taux élevé de femmes enceintes parmi les adolescentes, la distribution inéquitable du temps pour les activités domestiques entre les femmes et les hommes.

La Roumanie a fait partie aussi de différentes études comparatives concentrées sur la thématique de l'égalité de genre (FEMM, 2018, p. 61-71). L'analyse de la situation en Roumanie dans ce contexte comparatif a mis en évidence les aspects formellement positifs : le cadre législatif (loi n^o 202/2002 concernant l'égalité de chances et de traitement entre les femmes et les hommes ou la législation concernant la violence faite aux femmes), le cadre institutionnel (la création et plus récemment la re-création de l'ANES), tout comme une série d'initiatives concrètes (comme la tentative d'obliger les compagnies à embaucher au moins un expert de genre³) mais aussi des aspects arrivés avec une série d'effets pervers. Dans les termes de l'exploration des initiatives de la sphère de *backlash*, le rapport mentionne entre autres : les controverses et les discours publics anti-féministes liés au Référendum sur la famille traditionnelle de 2018 ; les diverses tentatives d'affaiblir la force des ONG par le sous-financement, l'exclusion des diverses consultations ou le contrôle de ceux qui doivent faire partie de tels organismes de consultation sous le prétexte de la conspiration SOROS, le changement des modalités de rapport pour les ONG ; le manque d'une politique d'intégration de la problématique de genre dans le curriculum éducationnel ; le manque d'éducation sexuelle et d'éducation pour la santé reproductive dans les écoles ; le manque d'implication des acteurs importants dans le processus de mise en œuvre de la Convention d'Istanbul, même si la Roumanie en est la signataire ; les tentatives de restreindre le droit à l'avortement (2012)⁴, d'interdire l'éducation concernant les droits reproductifs dans les écoles dans le contexte où la Roumanie est championne au taux de natalité parmi les adolescentes ; la crise économique de 2008 qui a affecté beaucoup le niveau de vie des femmes ; l'existence de certains groupes particuliers de femmes (comme par exemple les femmes rom) qui sont soumises à des discriminations multiples dans le contexte où la Roumanie a une législation concernant l'égalité de chances entre les femmes et les hommes et des dispositions liées à la discrimination multiple (pour lesquelles il n'y a cependant pas de méthodologie de suivi !)

En conclusion, il y a suffisamment de preuves que la Roumanie, au-delà d'une série de réalisations obtenues et que personne ne conteste, s'inscrit dans le contexte régional et global

³ L'expert de genre est une profession incluse depuis peu dans le nomenclateur de professions de Roumanie. En principe un succès dans le domaine, la manière dont on forme les personnes pour cette expertise, la manière de l'ANES d'aborder cette dimension formative, la non-intégration des spécialistes créés par les établissements d'enseignement supérieur à travers les programmes de master et doctorat, tout comme celle des personnes des ONG de profil ayant une longue expérience dans le domaine, a transformé, jusqu'à présent, un succès dans un échec.

⁴ A cela on peut ajouter l'apparition du phénomène de refus de la part de certains médecins du système public de santé d'effectuer des interruptions de grossesse sur demande (voir par exemple le rapport ECPI, 2014 ; http://www.ecpi.ro/wp-content/uploads/2015/03/Raport_Refuzul_la_efectuarea_avortului_la_cerere_in_Romania.pdf).

défavorable à l'investissement conséquent et assumé dans le domaine de l'égalité de chances en général et de l'égalité de genre en particulier.

3. Le baromètre du genre. Roumanie 2018 : Prémisses, objectifs, structure

Le Baromètre du genre. Roumanie 2018 paraît sur le fond régional et global d'un état de fait caractérisé succinctement. Le baromètre est de type généraliste, avec une composante comparative intégrée et a été conçu de manière à ce que ses résultats soient utiles pour une compréhension actualisée de la perception et des attitudes de la population de la Roumanie de l'année 2018 face à de diverses composantes de la construction sociale du genre (il n'a donc pas suivi seulement les différences de sexe sur diverses thèmes, domaines, institutions). Pour l'ancrage dans les discours actuels sur la problématique du genre, la recherche a eu deux directions importantes d'approche au second plan. D'une part, nous avons voulu surprendre certains aspects de multi-dimension/ intersectionnalité concernant le rapport de la population de Roumanie à de différents thèmes genrés. L'étude en soi et surtout la base de données offrent la possibilité de certaines analyses qui sortent du paradigme classique femmes vs. hommes. D'autre part, un enjeu important de la recherche a été la mise en évidence de certains aspects liés au climat général de Roumanie concernant l'égalité de genre. Dans ce sens, nous avons essayé de surprendre un spectre plus nuancé de perceptions sur la situation des femmes par rapport aux hommes dans la vie privée et publique, sur les attitudes de soutien, retenue, doute ou même hostilité envers les discours publics du domaine de l'égalité de genre. Nous détaillerons brièvement ces options de principe.

S'agissant d'un baromètre d'opinion sur la base duquel on puisse proposer des politiques publiques sensibles au genre, le besoin d'un baromètre de type **généraliste** a été évident. Pour offrir une base empirique sur laquelle on construise le document de politiques publiques, il devait couvrir des thèmes diverses, des aspects variés d'intérêt actuel pour le domaine des analyses de genre. Un baromètre thématique n'était pas adéquat, qui aille plus en profondeur seulement sur certains aspects d'actualité, soient-ils très importants (la violence à l'égard des femmes, modèles de masculinités, genre et gestion du temps, genre et sexualité, genre et technologie, etc.) Dans la sélection des thèmes, nous avons eu en vue aussi d'éviter des sujets amples qui aurait nécessité sans doute des baromètres tout comme des études qualitatives séparés (par exemple, la violence, la sexualité). De même, dans la finalisation du questionnaire nous avons essayé de tenir compte du type d'items utilisés dans les études internationales actuelles (Index de l'Égalité de Genre – EIGE, WVS ou d'autres Baromètres et sondages réalisés au niveau européen en international), de manière à ce que les résultats puissent être exploités dans de divers contextes d'analyse comparative.

Les restrictions financières et de temps ont déterminé aussi la sélection finale et la structure du questionnaire. Compte tenu aussi des contraintes méthodologiques (des thèmes qui ne convenaient pas à la recherche quantitative ou des aspects de continuité entre les deux baromètres qui n'ont pas pu être méthodologiquement corrélés), on a opté pour un mélange de thèmes particuliers avec des thèmes plus généraux. En même temps, dans le cadre des différents aspects touchés on a essayé d'actualiser les perspectives d'approche. On peut ainsi parler de quelques accents qu'on retrouve dans le questionnaire. Concernant le thème de la violence, on a introduit des items liés au harcèlement sexuel. Concernant le thème de la distribution des rôles domestiques et publics, nous avons insisté sur des aspects liés au (i) rapport au temps libre, (ii)

parentage et (iii) à l'équilibre entre la famille et la carrière. Nous avons introduit aussi deux séries de questions qui comprennent des items liés à l'attitude des Roumains devant le rôle de l'adhésion à l'UE, face à l'égalité de genre et au besoin de continuer ou non les efforts dans le domaine. Sur ce dernier palier, le baromètre contient des questions liées aux perspectives sur la problématique de genre par lesquelles nous avons essayé de surprendre les perceptions et les attitudes plus générales de la population face à la situation actuelle de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la famille et dans la sphère publique. L'intérêt plus subtil de recherche a été d'observer d'éventuelles attitudes ambiguës, incertaines, contradictoires liées à ces aspects. Cette série d'items a été inspirée par les recherches récentes de la littérature de spécialité liées aux manifestations du sexisme subtile ou caché (Benokraitis, 1986), du sexisme ambivalent (Glick & Fiske, 1999, 2001), néosexisme (Toujas et al., 1995), mais surtout par l'échelle du sexisme moderne d'où nous avons même repris quelques questions (Swim et al., 1995). Nous avons considéré comme nécessaire d'offrir un minimum d'informations sur ces aspects moins étudiés en Roumanie pour que des études ultérieures puissent partir de ce point et puissent identifier un spectre plus large de manifestations en rapport avec les thèmes de l'égalité de genre dans la Roumanie actuelle : du déni du besoin de continuation des efforts dans le domaine à des attitudes antagonistes ou de ressentiments par rapport aux « prétentions » des femmes ou aux politiques affirmatives. L'équipe de l'IMAS a identifié et formulé une typologie intéressante avec quatre segments de population identifiés par leur rapport à une série d'aspects genrés : les modernes, les traditionnels accommodants, les traditionalistes classiques et ceux qui ont un comportement paroissial. Cette étude offre seulement un début d'une telle analyse.

La composante comparative du baromètre a été aussi importante pour surprendre la dynamique des modèles de genre. 18 ans après le dernier sondage d'opinion il était important que les données offrent une image comparative concernant la dynamique des perceptions sur les rôles et les relations de genre dans la société roumaine. La période 2000-2018 a été riche en événements majeurs pour le développement de la démocratie en Roumanie qui a adhéré en 2004 à l'OTAN et puis en 2007 à l'Union européenne. L'année 2008 a été celle d'une grande crise économique dans le monde entier qui a évidemment touché la Roumanie aussi. La vie politique de la Roumanie a été pendant cette période en permanence sous tension, sans continuité dans les politiques publiques dans aucun domaine, avec l'expansion des institutions de type extractif (Vlăsceanu, Hâncean, 2014) qui n'ont pas eu intérêt à promouvoir la justice sociale et l'innovation. Les dernières années ont apporté une forte vague d'émigration vers l'Occident, de contact avec les valeurs et les modèles des pays ayant une riche tradition démocratique mais sans se matérialiser dans des changements majeurs de mentalités au pays. C'est aussi une période dans laquelle le féminisme académique et le mouvement de femmes se sont institutionnalisés et ont acquis une substance (Miroiu, 2015 ; Grünberg, 2014). Dans ce sens, le questionnaire qui s'est trouvé à la base de la recherche contient une série de questions identiques à celles de 2000. En partie ce sont des questions générales (liées à des opinions sur l'égalité de genre) et quelques-unes sont particulières. Il faut cependant mentionner que le grand décalage temporel entre le dernier Baromètre (2000) et celui-ci et le manque d'informations de profondeur liées à la méthodologie de celui de 2000 ont fait que l'enjeu comparatif soit compliqué.

Comme nous l'avons déjà précisé, l'intersectionnalité et le fait de surprendre les attitudes variées liées aux politiques de l'égalité de genre ont constitué le fil rouge du baromètre. Nous avons essayé de surprendre les éléments d'intersection du genre avec l'âge, le niveau d'éducation, la situation familiale, la région ou le milieu de résidence. L'échantillonnage n'a

pas permis des commentaires pertinents liés à « genre et ethnie » et « genre et sexualité ». Nous avons cependant désiré dire des choses sur les différences entre les femmes (et entre les hommes), non pas seulement entre les femmes et les hommes. Nous nous sommes intéressés aux différences ainsi qu'aux ressemblances. La base de données offre la possibilité de quelques analyses ultérieures beaucoup plus détaillées que celles présentées dans ce rapport. De même, le sondage offre quelques informations importantes concernant des aspects liés à la manière dont la population perçoit aujourd'hui la situation des femmes par rapport aux hommes et la nécessité de continuation de l'investissement dans des politiques publiques sensibles au genre.

Au-delà de certaines contraintes et limitations de temps, financières, méthodologiques (sur les composantes comparatives), inhérentes à une telle recherche, nous espérons que ce Baromètre offre une série de données actualisées intéressantes qui peuvent constituer la base des recherches futures. L'intention a été d'offrir un type de connaissance à résonance sociale – une connaissance à partir de laquelle tous ceux intéressés trouvent des stratégies collectives efficaces (de type politiques publiques) dans le domaine de la promotion de l'égalité de genre.

4. Aspects concernant la pertinence des résultats pour les politiques publiques sensibles au genre

Les conclusions ponctuelles de la recherche sont présentées par thèmes spécifiques dans le rapport de l'IMAS. Nous mentionnons en ce qui suit seulement une série d'aspects qui ont résulté suite à cette recherche que nous considérons particulièrement importants pour l'élaboration dans le futur des politiques publiques sensibles au genre.

➤ Heureux et heureuses dans un pays qui va dans la mauvaise direction

La recherche montre un taux très élevé (73 %) de mécontentement des hommes et des femmes à la fois, concernant la direction dans laquelle le pays se dirige. En même temps, deux tiers des personnes (64.8 %) se déclarent assez contentes par rapport à divers aspects de leur vie (vie de famille, santé, apparence physique, situation matérielle). Une différenciation nette selon les sexes est observée seulement en ce qui concerne la satisfaction liée à l'emploi – les hommes étant significativement plus satisfaits par cet aspect que les femmes (43.9 %, respectivement 31.1 %). Les explications peuvent être diverses et nécessitent des analyses complémentaires. Mais on peut affirmer que cette rupture au niveau des perceptions entre la satisfaction individuelle par rapport à différents aspects de la vie et l'insatisfaction par rapport à la direction dans laquelle évoluent les choses dans le pays n'offrent pas un cadre propice à l'intérêt pour les politiques publiques. Il semble qu'au-delà de l'émigration extérieure tellement forte se dessine aussi une sorte d'émigration intérieure par laquelle les gens trouvent des sources de contentement dans leur vie en faisant abstraction de la situation du pays qu'ils habitent. Entre « le pays » et ses gens il semble y avoir une rupture : le pays va mal, mais les gens sont contents de leurs vies. La population ne perçoit pas la dimension politique de leur vie individuelle. Cet aspect explique peut-être le fait que la Roumanie est placée comme le pays ayant le plus grand décalage entre l'optimisme et la satisfaction (Sandu, 2019, p. 31). C'est un sujet de réflexion important pour les futures politiques de l'égalité de genre car leur efficacité est étroitement liée au crédit donné par leurs bénéficiaires.

➤ **Mélange de modernes, traditionalistes, paroissiaux en ce qui concerne le rapport au genre**

Par le roulement d'analyses factorielles exploratoires, l'étude offre une série d'informations qui suggèrent la présence d'un positionnement divers de la population au niveau des perceptions face à la problématique du genre. On a identifié 4 segments de populations (détails méthodologiques et de contenu dans l'étude IMAS) :

Segments (latențe)	Indicatorii cu scoruri maxime pe latențele identificate
Segmentul modernității de gen	O mama care lucrează poate fi la fel de grijulie față de copiii săi precum una care nu lucrează. Ambii soți trebuie să câștige bani pentru întreținerea familiei. E un lucru bun că acum și bărbații își pot lua concediul de îngrijire a copilului.
Segmentul tradiționalismului compliant la egalitatea de gen	Societatea a ajuns în punctul în care femeile și bărbații au șanse egale de succes. În prezent, discriminarea împotriva femeilor nu este o problemă în România. În România, Uniunea Europeană a influențat pozitiv egalitatea de șanse între femei și bărbați.
Segmentul tradiționalismului clasic	Viata de familie are de suferit atunci când femeia are o slujbă cu norma întreagă (8 ore). Ce își doresc cu adevărat femeile este să aibă familie și copii, nu slujbă.
Segmentul comportamentului parohial	În ultimii ani, s-a discutat prea mult despre modul în care sunt tratate femeile în România. Promovarea egalității de șanse la locul de muncă avantajează femeile.

Metoda de extragere: Analiza componentelor principale
Metoda de rotație: Varimax cu normalizare Kaiser

www.imas-inc.com

- *Le segment de la modernité de genre* : personnes qui entre autres considèrent qu'il est nécessaire de concilier la vie de famille avec celle professionnelle, sont plus contentes de leur vie professionnelle et considèrent que la discrimination existe encore en Roumanie.
- *Le segment du traditionalisme accommodant* : personnes qui considèrent que l'égalité de genre est devenue une réalité avec le soutien des institutions européennes, misent sur le partenariat privé et semblent avoir la plus grande satisfaction dans la vie de famille.
- *Le segment du traditionalisme classique* : personnes conservatrices sur les aspects de genre, considèrent que les femmes veulent particulièrement une famille et des enfants mais considèrent que les deux époux doivent gagner de l'argent pour la famille, les études supérieures sont plus importantes pour les garçons et ont la plus petite satisfaction dans la vie professionnelle.
- *Le segment du comportement paroissial* : des personnes qui considèrent que la problématique de genre est redondante, excessivement discutée en Roumanie ces dernières années, valorisent peu le congé de paternité et sont généralement mécontents de leur vie professionnelle.

Un regard attentif sur les résultats indique la présence d'un mélange de réponses traditionalistes (du type accord avec des affirmations comme « la femme doit suivre son époux » - 50.8 % ou « l'homme est le chef de la famille » - 69.8 %) et de réponses venant d'une zone plus moderne de perception de la dynamique des rôles et des relations de genre (de type désaccord avec l'affirmation « les hommes sont plus capables que les femmes pour conduire » - question à laquelle 57.2 % des femmes ont répondu en désaccord ; ou accord avec des affirmations comme « les deux époux doivent gagner de l'argent pour entretenir la famille » - 87 % ou « c'est une bonne chose que les hommes puisse de nos jours prendre le congé pour soigner l'enfant » - 68 %). Il faut remarquer aussi l'existence de certaines perceptions de

frontière entre le conservatisme est le modernisme, d'oscillation entre des valeurs conservatrices *hard* et *soft* et des valeurs modernes dans la formation, des positionnements même contradictoires. Le baromètre a le potentiel d'identifier certains aspects liés à cette oscillation entre conservatisme et modernisme. Nous considérons que cette réalité esquissée de façon précoce dans cette étude doit être étudiée en profondeur. Les politiques publiques sensibles au genre seront efficaces si elles réussiront à sortir du paradigme de la complémentarité ou de la dichotomie femmes vs. hommes, étant capables de proposer des stratégies adaptées à la dynamique de la société, en résonance avec des perceptions diverses des gens concernant la problématique de l'égalité de genre.

Il mérite d'être mentionné que ce type de résultats précoces se rallie à une série d'études internationales concernant la dynamique de genre dans la société actuelle sur des domaines spécifiques, des études qui identifient par exemple, comme nous l'avons déjà rappelé, la présence du néosexisme, du sexisme ambivalent ou moderne (Glick&Fiske, 2011, Swim 1995, Benokraitis, 1997) ou des mégatendances de genre au niveau global, comme : un traditionalisme hybride – un amalgame d'opinions et de perceptions face à l'égalité de genre ; des contradictions de rôle du type : des femmes émancipées mais qui tiennent en même temps à leur rôle important dans la vie domestique (Global Consumer Trends, 2014).

➤ **La dynamique des perceptions sur les problèmes de genre**

La perception de la population sur les rôles et les relations de genre est, comme on s'attendait, dans une dynamique. Synthétiquement, la composante comparative de la recherche montre l'existence de quelques thèmes figés, pétrifiés dans une zone des approches conservatrices, mais aussi un changement visible vers des attitudes plus modernes concernant une série d'autres aspects.

Restent **constantes** les perceptions en ce qui concerne des aspects comme :

- Il y a une solidarité moindre entre les femmes qu'entre les hommes – la perception reste relativement constante (41 % en 2018, respectivement 46 % en 2000).
- L'attitude devant la légalisation de la prostitution. De façon similaire à l'étude de 2000, la plupart de la population considère que la prostitution devrait être interdite (51.2 % en 2018 ; 51 % en 2000), le taux des femmes ayant cette position étant plus grand que celui des hommes autant en 2000 qu'en 2018.
- Des taux comparables en 2000 et 2018 concernant ceux qui sont d'accord avec l'affirmation « il est plutôt le devoir des femmes que celui des hommes de s'occuper des questions domestiques » (58 % n 2018 vs. 63 % en 2000).
- Le maintien d'une perception liée à la distribution complémentaire et déséquilibrée des tâches domestiques. En 2000, au moins 80 % des participants considéraient que la préparation de la nourriture, le ménage, la vaisselle et le linge, le repassage étaient des activités réalisées seulement par les femmes et le bricolage dans la maison était l'apanage des hommes. A de petites fluctuations près, ces pourcentages sont valables aussi en 2018. On peut dire la même chose sur les pourcentages de 2000 et 2018 de ceux qui déclarent que de différentes activités domestiques sont faites par « les deux partenaires ».

En revanche, sur de diverses autres thématiques, on observe nettement une **dynamique des perceptions** :

- L'acceptation dans une plus grande proportion d'une femme pour la fonction de président du pays. Tandis que en 2000 73 % préféraient un président homme (et 3 % un président femme), en 2018, seulement 46.9 % se déclarent encore en faveur d'un président homme.
- 54 % des participants étaient d'accord en 2000 avec l'affirmation « les hommes sont plus capables à conduire que les femmes ». Ce pourcentage a baissé à 44.2 % en 2018.
- Toujours en baisse se trouve aussi la tendance de l'accord avec l'affirmation « les femmes sont trop occupées avec les questions domestiques et n'ont plus de temps pour des postes de direction » (68 % en 2000 par rapport à 44 %).
- Si en 2000, 43 % considérait que les femmes n'ont pas de confiance en leurs propres forces, ce pourcentage baisse significativement (30.7 %) en 2018. De plus, on observe une tendance ascendante du désaccord avec l'information « les femmes ont peur des responsabilités importantes » (de 55 % en 2000 à 65 % en 2018).
- **La violence domestique** est considérée plutôt comme un problème public que privé, intime, contexte dans lequel la Police est la première institution à laquelle la population ferait appel dans de telles situations. 35 % des participants considéraient en 2000 que les partenaires devaient être laissés résoudre seuls leurs problèmes (28 % identifiaient les parents comme solution), à la différence de l'année 2018 lorsque seulement 28 % des participants considèrent que c'est un problème qui doit être résolu entre les parties et la majorité place la police en premier comme institution à laquelle on ferait appel dans de tels cas. La baisse de ce pourcentage peut signifier un progrès en ce qui concerne un déplacement de la compréhension de ce phénomène non seulement comme phénomène privé, mais comme un qui doit trouver sa solution au-delà des relations de couple. Le fait de mentionner la Police dans une proportion importante est une preuve du succès de ce dernier temps concernant la révision du cadre normatif et de formation des employés de police pour gérer ces aspects.
- Un changement de perception concernant le rapport à la **contribution au budget de la famille**. En 2000, 70 % des participants au sondage étaient d'accord avec l'affirmation que « il est plutôt du devoir des hommes que des femmes d'apporter de l'argent à la maison », pourcentage en baisse (61 %) en 2018.
- En ce qui concerne **l'éducation des enfants**, même s'il y a des différences méthodologiques de mesure entre les deux baromètres, 71 % des personnes considéraient en 2000 que les deux parents devaient s'occuper de l'éducation des enfants (et 28 % indiquaient la mère comme principal parent ayant cette responsabilité) et en 2018, le pourcentage a augmenté significativement à 80,3 %.
- « L'homme est la tête de la famille et la femme est la maîtresse de la maison » ou « la femme doit suivre son homme » sont des réponses ayant un taux élevé d'accord autant en 2000 qu'en 2018. Cependant, les données montrent une baisse significative du point de vue statistique du taux des réponses. 83 % considéraient en 2000 que la femme était la maîtresse de la maison par rapport à seulement 51 % en 2018. La segmentation par sexe montre aussi des différences significatives. Par exemple, en 2018, 64.6 % du total de ceux questionnés sont d'accord que « la femme doit suivre son mari » (par rapport à 78 % en 2000) mais, lors de la segmentation par sexe, seulement 58.9 % des femmes par rapport à 70.6 % des hommes déclarent être d'accord. La perception d'une

complémentarité des rôles de genre dans la famille est une constante mais le groupe des conservateurs est plus grand parmi les hommes. De ce point de vue des initiatives futures dans le domaine de la promotion du partenariat privé devraient s'orienter spécifiquement vers cette dualité de perception dans les rangs de la population.

Certes, ces comparaisons (et d'autres dans le baromètre) doivent être contextualisées, corrélées à d'autres études et interprétées attentivement. Ce qui mérite d'être mis en évidence est le fait que là où on enregistre des différences statistiquement pertinentes, elles indiquent un progrès en 2018 par rapport à 2000, dans le sens où les perceptions sur les rôles et les relations de genre se modernisent, sortent du paradigme fonctionnaliste traditionnel. Ce sont des tendances réjouissantes liées aussi à l'infusion de valeurs européennes, à l'intériorisation de normes et comportements vus à l'étranger, à la maturation de la société, etc. Ce sont des tendances dont les politiques publiques en construction peuvent et doivent tenir compte. Le profil multidimensionnel de cette population ayant des valeurs en cours de modernisation doit être mieux analysé. Ces gens, femmes et hommes à la fois, sont des alliés importants dans la construction future de politiques publiques sensibles au genre.

Au-delà de cette facette comparative, on mentionne succinctement quelques autres résultats du Baromètre de Genre 2018 qui mérite l'attention :

➤ **L'investissement dans la santé est le plus désiré par les femmes et les hommes**

Autant les femmes que les hommes investiraient plus d'argent du budget du pays en premier dans le domaine de la santé (43.2 %), puis dans l'éducation (18.4 %) et dans l'infrastructure (12.5 %). Par sous-échantillons femmes / hommes, on observe une différence dans le sens où les hommes mettent en deuxième position l'infrastructure et en troisième l'éducation.

➤ **La majorité veut, mais la minorité gagne (concernant l'éducation sexuelle dans les écoles)**

Nous voulons l'éducation sexuelle dans les écoles mais après des essais successifs échoués, cette matière n'est enseignée qu'en optionnel dans le cadre de la matière « Education pour la santé » : l'étude montre que trois quarts des participants sont pour l'enseignement de l'éducation sexuelle dans les écoles, au collège (plutôt les jeunes, ceux de Transylvanie et ayant un revenu supérieur à 1800 RON). Le soutien est donc grand. Cependant, les initiatives de révision des programmes scolaires ont échoué systématiquement sous la pression des groupes minoritaires de contestataires (soutenus par les acteurs à pouvoir symbolique important comme l'Eglise Orthodoxe roumaine) et non pas à cause d'une résistance large de la société. Pourquoi ? Comment doit-on formuler, promouvoir, expliquer les futures initiatives de manière à ce qu'elles soient finalisées par l'introduction formelle de l'éducation sexuelle dans les écoles ?

➤ **Une tolérance plus élevée parmi les jeunes femmes concernant le harcèlement dans l'espace public ?**

Comme on s'attendait, les femmes sont dérangées par les gestes qui s'encadrent dans le phénomène de « harcèlement de rue », les jeunes mentionnant souvent le fait de se confronter à de tels gestes inadéquats. Ce qui est intéressant est le fait que, en analysant le sous-échantillon des femmes par groupes d'âge, les plus âgées déclarent dans un pourcentage statistiquement significativement plus grand que celui enregistré pour le segment d'âge 18-29 ans percevoir certains comportements comme étant dérangeants (le regard insistant, le sifflement, le clin d'œil). L'analyse des données par régions relève en Moldavie des pourcentages plus grands de femmes qui déclarent avoir eu de telles expériences. La question qui se pose pour les politiques publiques dans le domaine est : Quel type de campagnes d'information, d'éducation doit être conçu pour augmenter le degré de compréhension des aspects négatifs liés à ce phénomène parmi les jeunes femmes, qui, montre l'étude, semblent être plus tolérantes avec certains aspects. Les modalités de travail, le langage utilisé, l'argumentation en termes de respect de soi et de manquement à des droits doivent probablement être revus. Certes, ces observations doivent être corrélées à d'autres données, y compris qualitatives, pour mieux comprendre le degré de tolérance.

➤ **Le temps libre = des activités domestiques pour les femmes**

Regarder la télé est la principale activité de loisir. En ce qui concerne les activités domestiques, 42.2 % des femmes passent leur temps libre à faire de telles activités par rapport à seulement 16.2 % des hommes. Les personnes du groupe d'âge 30-59 ans, s'auto-perçoivent comme ayant plus de temps que le partenaire / mari / femme, sans distinction de genre (plus visible dans le milieu rural). Les hommes ayant des études supérieures s'auto-perçoivent dans une plus grande proportion comme ayant moins de temps libre que leur partenaire (sous-échantillon hommes). Les femmes ayant des études secondaires s'auto-perçoivent dans une plus grande proportion comme ayant moins de temps libre que leurs partenaires (sous-échantillon femmes).

➤ **Les deux parents devraient s'occuper de l'éducation des enfants, mais les hommes ne peuvent pas élever les enfants aussi bien que les femmes**

80.3 % de l'échantillon (80.7 % des femmes et 79.7 % des hommes) sont d'accord que les deux parents devraient s'occuper de l'éducation des enfants. En revanche, 48.9 % des femmes et 49.2 % des hommes considèrent que les hommes ne peuvent pas élever les enfants aussi bien que les femmes (à la différence des 31.9 % des femmes et 33.8 % des hommes qui ont répondu affirmativement). De la théorie à la pratique, il y a un long chemin à faire. Généralement, on perçoit le besoin du partenariat privé ou on déclare cet accord mais il y a une forte composante traditionnelle en ce qui concerne les compétences des femmes et des hommes. Il peut s'agir du manque d'une perception de la distinction entre la maternité comme expérience (l'accouchement) et la maternité comme travail d'éducation des enfants. Cette fluctuation, cette ambiguïté peut être importante pour celui qui réfléchit aux politiques publiques sensibles au genre dans le domaine, s'agissant éventuellement du besoin d'un accent plus grand sur la composante éducative et formative de l'« expertise des pères ».

➤ **Les grands-parents, nounous de service**

52.6 % des parents déclarent avoir fait appel le plus souvent aux grands-parents pour prendre soin de leurs enfants. Dans le contexte où la catégorie des seniors est féminisée et vulnérable du point de vue de la qualité de la vie, cet aspect mérite de l'attention dans l'élaboration des politiques publiques futures.

➤ **La discrimination de genre n'est plus un problème en Roumanie, mais... des discriminations de genre existent**

Un obstacle important dans la mise en place des politiques publiques sensibles au genre est la négation du besoin des telles politiques. Comme une greffe – s'il n'y a pas de compatibilité entre le donneur et le bénéficiaire, l'opération sera un échec. Les données du *Baromètre de genre 2018* semblent indiquer une incompatibilité entre les efforts de ceux qui considèrent importants les problèmes de l'égalité de genre et les bénéficiaires de droit de ces efforts. 50.3 % de l'échantillon considèrent que « la discrimination de genre n'est plus un problème en Roumanie » (47.5 % des femmes sont d'accord avec cette affirmation !). En même temps, 47.3 % des participants sont d'accord que « souvent les femmes n'obtiennent pas d'emploi parce qu'elles sont femmes » (les femmes en proportion plus grande que les hommes – 54.1 %). Donc, la discrimination de genre n'est plus perçue comme un problème mais... des discriminations de genre existent encore ! Dans le même contexte contradictoire, 62 % des participants sont d'accord avec l'affirmation « la société est arrivée au point où les femmes et les hommes ont des chances égales de succès », mais en grand nombre (38.5 %) ils considèrent que « la promotion de l'égalité des chances au travail donne un avantage aux femmes » (par rapport aux 25.9 % qui sont en désaccord). Sans la possibilité d'une comparaison, il mérite de tenir compte du fait que dans le Baromètre 2000, la moitié des interviewés a répondu à ce moment-là NON à la question « Considérez-vous qu'en Roumanie il y a une égalité réelle de droits entre les femmes et les hommes ? » Il s'agit donc d'un changement important de perception qui doit être étudiée attentivement. En même temps, on observe aussi d'autres contradictions. C'est une composante importante de la recherche, étroitement liée à la compréhension des formes récentes d'hostilité envers les politiques de genre, particulièrement envers les politiques affirmatives dans le domaine.

Conclusions

Nous avons présenté et interprété succinctement seulement quelques résultats du Baromètre du genre 2018, réalisé avec le soutien de l'IMAS. Ces analyses préliminaires esquissent quelques caractéristiques liées aux perceptions de la population face aux problèmes d'égalité de genre. On observe :

- Une Roumanie dynamique du point de vue des perceptions de genre, une dynamique qui montre une modernisation de ces dernières ;
- Un contexte général de perception réduite du besoin de politiques d'égalité de chances (soit la méconnaissance des problèmes potentiels – comme c'est le cas pour le thème de l'équilibre vie de famille – vie professionnelle, soit la perception que les problèmes

d'égalité de chances entre les femmes et les hommes ont été résolus et ne sont plus prioritaires) ;

- Une Roumanie qui oscille entre des attitudes conservatrices, accommodantes et modernes par rapport aux thèmes de l'égalité de genre ;
- Un taux visible de personnes qui manifestent des attitudes contradictoires, confuses, indécises sur différents thèmes genrés. Dans ce contexte de recherche il semble souvent que le genre / l'égalité de genre ne soit pas un thème pertinent pour la manière dont les gens problématisent leur existence quotidienne. Il semble que, par l'intermédiaire du questionnaire, beaucoup aient réfléchi pour la première fois à ces sujets. Ce qui est bon est le fait que le taux agrégé de ces indécis – de ceux qui adoptent des attitudes contradictoires est plus élevé que celui des traditionalistes convaincus, ce qui permet un espace large d'intervention. D'autre part, on ne remarque pas un profil bien défini des indécis ou des confus. En grande partie, leur distribution suit le taux de la distribution de la population⁵.
- Un conservatisme de genre lié surtout aux rôles de genre dans la sphère privée vs. attitudes plus modernes face au partenariat de genre dans la sphère publique. C'est une conclusion qui résonne avec la théorie de Ridgeway liée au décalage culturel, au fait que, en général, les perceptions sur le genre ne correspondent pas au changement des conditions matérielles dans une société et que l'importance et la signification du genre est beaucoup plus forte dans la vie privée, en famille, de manière à ce que ce soit là que se manifeste une plus grande résistance à l'égalité de genre (Ridgeway, 2011).
- Des différences de perceptions et des attitudes corrélées non seulement au sexe/genre, mais aussi à l'âge, au niveau d'éducation, au milieu de résidence, au statut marital.

Des analyses ultérieures, à partir de cette étude, peuvent identifier avec une plus grande précision qui peuvent être les alliés et qui sont ceux qu'on doit sensibiliser et coopter dans le processus de formulation et de mise en place de politiques publiques genrées, c'est-à-dire des politiques publiques dans le cadre desquelles les problèmes d'égalité de chances sont un moyen pour l'atteinte des objectifs et font l'objet d'une problématisation de manière à ce que les différences de besoins pratiques et stratégiques entre divers groupes sociaux soient reconnus et abordés de façon adéquate. Les femmes et les hommes à la fois, dans leur multidimension, n'auraient ainsi qu'à gagner suite à une telle démarche.

⁵ Observations fondées sur des analyses supplémentaires à celles de l'étude IMAS, réalisées avec le soutien de Ștefania Matei, Faculté de Sociologie, Université de Bucarest.

Bibliographie

- Alvarez, S. E., 1999. "Advocating feminism: The Latin American feminist NGO Boom". *International Feminist Journal of Politics*, 1(2), p. 181-209.
- Annesley, C., Engeli, I., & Gains, F., 2015. "The profile of gender equality issue attention in Western Europe". *European Journal of Political Research*, 54(3), p. 525-542.
- Baker, A., Boulding, C., Mullenax, S., Murton, G., Todd, M., Velasco-Guachalla, X., & Zackary, D. 2017. *Maintaining civic space in backsliding regimes* (Research and Innovation Grants Working Papers Series). Boulder: University of Colorado.
- Barometrul de gen. România 2000*, Fundația pentru o Societate Deschisă et Gallup România
- Bauer, M. W., Green-Pedersen, C., Héritier, A., & Jordan, A. (Eds.), 2012. *Dismantling public policy: Preferences, strategies, and effects*. Oxford: Oxford University Press.
- Benokraitis, Nijole, 1986. *Modern Sexism: Blatant, Subtle and Covert Discrimination*. Englewood Cliffs: Prentice Hall.
- Benokraitis, Nijole, 1997. *Subtle Sexism. Current Practice and Prospects for Change*, London: Sage Publications.
- Bermeo, N., 2016. On democratic backsliding. *Journal of Democracy*, 27(1), p. 5-19.
- Collins Patricia Hills, 1990. *Black Feminist Thought: knowledge, Consciousness and the Politics of Empowerment*, UK: Routledge.
- Connell, Raewyn, 1987. *Gender and Power*. Sydney, Australia: Allen and Urwin.
- Crenshaw Kimberle, 1991, Mapping the margins: Intersectionality, Identity Politics and Violence against women of color, *Stanford Law Review*, vol. 43, n° 6, p. 1241-1299.
- Glick, Peter, Fiske Susan T, 2011. 'Ambivalent Sexism Revised', *Psychology of Women Quarterly*, 35: p. 530.
- Glick Peter, Fiske Susan, 1996. 'The Ambivalent Sexism Inventory: Differentiating hostile and benevolent sexism'. *Journal of Personality and Social Psychology*, 70 (3), p. 491-512.
- Grünberg Laura, 2013. "Strong feminism, weak impact. Ingredients for decoding the paradox", *Romanian Journal of Society and Politics (RJSP)*, n° 15, p. 7-25.
- Grünberg, Laura, 2014. "Lived feminism(s) in post-communist Romania.", Grewal Inderpal & Bernal Victoria (eds.), *After the Boom: Feminisms, States and Neoliberalisms*. Durham, NC: Duke University Press.
- Hancock Ange-Marie, 2007. "When Multiplication doesn't equal quick addition: examining intersectionality as a research paradigm", *Perspectives on Politics*, 5 (1), p. 63-79.

- Hooks Bell, 1981, *Aint't I a woman?: Black woman and feminism*, Boston MA: South End Press
- Kovats Eszter, Maari Poim (eds.), 2015. Gender as symbolic glue. The position and Role of Conservative and Far right Parties in the anti-gender mobilization in Europe, *FEPS-Foundation for European Progressive Studies* en partenariat avec Friedrich-Ebert-Stiftung
- Kriszan Andreea, Roggebard Conny, 2018. “Towards a Conceptual Framework for Feminist struggles over Democracy in Backsliding states”, *Politics and Governance*, 2018, Volume 6, Issue 3, p. 90–100.
- Magyari-Vincze, Eniko , 2006. *Excluderea sociala la intersectia dintre gen, etnicitate si clasa. O privire prin prisma sanatatii reproducerii la femeile Rome*, Cluj: EFES.
- Martinez Carmen, Paterna Consuelo, Patricia Roux and Falomir Juan Manuel, 2010. “The relevance of neosexism”. *Journal of Gender Studies*, 19, p. 1.
- Mc Call Leslie, 2005. ‘The complexity of intersectionality’, *Signs. Journal of Women in Culture and Society*, vol 30, n^o 3, p. 1771-1800.
- Miroiu Mihaela (coord.), 2015. *Mișcări feministe și ecologiste în România (1990-2014)* Iași: Polirom.
- Moya, M., Glik, P., Exposito F, 2007. “It is for your own good. Benevolent sexism and women’s reactions to protectively justified restrictions”, *Personality and Social Psychology Bulletin*, 33, p. 1421-1434.
- Popa Raluca, 2008. *Report. Analysing Intersectionality in Gender Equality Policies for Romania and the EU*, QUING Project, Viena, IWM.
- Ridgeway Cecilia, 2011. *Framed by Gender. How Gender Inequality Persists in the Modern World*, NY: Oxford University Press.
- Roggeband, Conny; Krizsán, Andrea, 2018. “Reversing Gender Policy Progress. Patterns of backsliding in Central and Eastern European New Democracies”, *European Journal of Politics and Gender*, p. 367-385 (19).
- Stoicu V., Raluca D., 2018, “Working Life in Romania”, *European Institute Romania*.
- Swim, J.K., Aikin K.J., Hall W.S., Hunter, B.A, 1995. “Sexism and racism: Old-fashioned and modern prejudices”. *Journal of Personality and Social Psychology*, 68, p. 199-214.
- Tougas, F., Brown R., Beaton A.M. and Joly, S., 1995. « Neosexism: Plus ça change, plus c’est pareil ». *Personality and Social Psychology Bulletin*, 21, p. 842-849.
- Verloo, M. (ed.), 2018. *Varieties in Opposition to Gender Equality in Europe*. New York, NY: Routledge.

Verloo, M., 2006. Multiple inequalities, intersectionality and the European Union. *European Journal of Women's Studies*, 13(3), p. 211-228.

Vlăsceanu L, M. G. Hâncean, 2014. *Modernitatea Românească*, București: Editura Cartea Românească.

Ressources en ligne (consultées entre novembre 2018 et mars 2019)

Global Consumer Trends: Gender Complexity, 2014.

www.datamonitor.com/store <http://www.slideshare.net/ReportLinker/global-consumer-trends-gender-complexity>

World Education Forum Report, 2016. Global Gender Gap.

<http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2016/>

Dumitru Sanu, 2019. *România Socială în spațial European din perspectiva Eurobarometrelor 2004-2013*

https://www.researchgate.net/publication/330638755_ROMANIA_SOCIALA_IN_SPA_TIUL_EUROPEAN_din_perspectiva_Eurobarometrelor_2004-2013

Romania-Gender Assessment, 2018. World Bank.

<https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/29963>

EU Minorities and Discrimination Survey, 2016 (EU-MIDIS II)

<https://fra.europa.eu/en/project/2015/eu-midis-ii-second-european-union-minorities-and-discrimination-survey>

Gender Equality Index, EIGE, 2017, <https://eige.europa.eu/publications/gender-equality-index-2017-measuring-gender-equality-european-union-2005-2015-report>

FEMM Committee Study, 2018. *Backlash on Gender Equality & Women's & Girls' Rights*, study commissioned by the European Parliament's Policy Department for Citizens Rights and Constitutional Affairs at the request of FEMM committee, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/604955/IPOL_STU\(2018\)604955_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/604955/IPOL_STU(2018)604955_EN.pdf)

Discriminare multiplă în România. Raport național. 2008, Călărași: SAF AnA în colaborare cu Institutul Național de Cercetare Științifică în domeniul Muncii și Protecției Sociale, eșantionare și culegerea datelor de ancheta: Centrul Curs de Sociologie urbană și regională Curs SRL (L. Grünberg-coordonare proiect), www.cncd.ro

Discrimination in the European Union. Perceptions, Experiences, Attitudes, 2008. Special Euro Barometer 296, EC, <http://briguglio.asgi.it/immigrazione-e-asilo/2008/luglio/rapp-comm-ue-discrim.pdf>

Femei și bărbați. Parteneriat de muncă și viață, 2016. Institutul Național de Statistică
http://www.insse.ro/old/sites/default/files/field/publicatii/femeile_si_barbatii_parteneriat_de_munca_si_de_viata_1.pdf